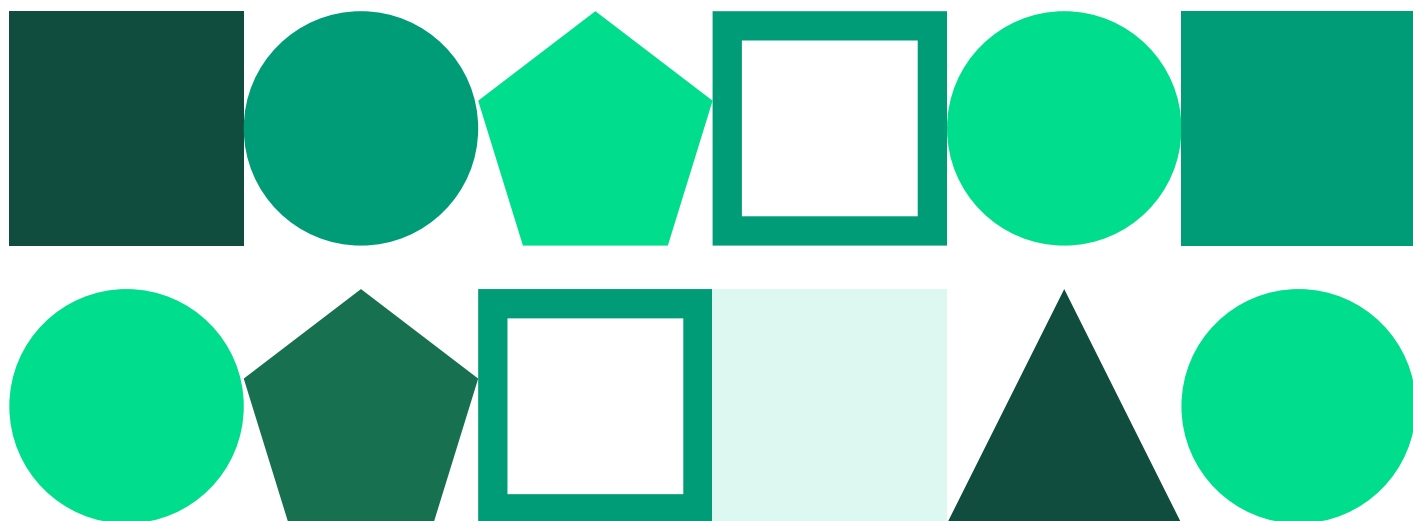


RAPPORT D'ACTIVITÉ

2024



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

Rapport d'activité 2024	2
Mot de la coordination.....	3
Couperin 2024 en Chiffres.....	4
Organisation du consortium	5
Conseil d'administration (au 31 décembre 2024)	5
Bureau Professionnel.....	6
Organisation des départements	7
Gestion de la trésorerie	8
Budget 2024.....	9
Dépenses 2024	9
Recettes.....	9
Gestion pour tiers	9
Coopération en France et à l'international	10
Échanges internationaux.....	10
Présentations des actions du consortium en France	11
Négociations documentaires	12
Bilan général 2024 et perspectives 2025.....	12
Pôle Grands comptes	13
Pôle Sciences et techniques.....	14
Pôle Lettres et sciences humaines	15
Pôle Sciences juridiques et politiques	16
Pôle Économie-gestion	17
Pôle Sciences de la vie.....	17
Pôle Logiciels.....	18
Programme acquisitions Collex-Persée	19
Les enquêtes annuelles	20
ERE : Enquête annuelle sur les ressources électroniques	21
Enquête APC	22
Nouvelle interface de visualisation de l'enquête APC :.....	23
Services et Prospective.....	24
Groupe de travail Science Ouverte	24
Développer la science ouverte	26
Groupe de travail indicateurs.....	27
ReadMetrics : la boîte à outils des données d'usage de vos ressources électroniques.....	29



MOT DE LA COORDINATION

L'année 2024 a été particulièrement active et exigeante sur le front des négociations documentaires. À la diversification des offres et à la pression budgétaire persistante se sont ajoutées des évolutions contractuelles majeures, liées aux usages de l'intelligence artificielle, au pistage des utilisateurs, à l'application du TDM (*text and data mining*). Face à ces complexités croissantes, la structuration accrue du consortium, la mutualisation des compétences au sein des groupes de travail et les articulations renforcées avec nos partenaires — en particulier l'Inist-CNRS et l'Abes — témoignent de notre capacité à faire front collectivement.

La fermeté de la lettre de cadrage a permis de juguler les augmentations. Les avancées en matière de statistiques d'usage, de métadonnées ou de conditions de réutilisation améliorent les capacités de pilotage documentaire.

Cette année a également renforcé notre présence dans des instances françaises et européennes, où Couperin est perçu comme une voix experte, porteuse de propositions concrètes. Les échanges internationaux nourrissent notre stratégie, éclairent nos pratiques, et nous permettent de faire entendre les spécificités du modèle français dans un dialogue mondial.

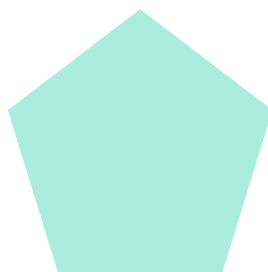
Ce rapport témoigne d'un projet commun en faveur d'un accès plus ouvert à la science, dans un monde en tension, où plus que jamais, la circulation libre, transparente et maîtrisée des savoirs est un enjeu démocratique.

Merci à chacune et chacun pour votre engagement et votre contribution à cette aventure collective. Continuons, ensemble, à faire de Couperin un moteur de transformation au service du bien commun.

Françoise Rousseau-Hans et Émilie Barthet,
coordinatrices du Consortium

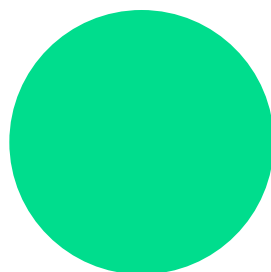
COUPERIN 2024 EN CHIFFRES

306
membres



105 M€

de ressources négociées
sur les 133 M€ de
dépenses totales
déclarées par les
établissements en 2024
(Enquête ERE 2024)

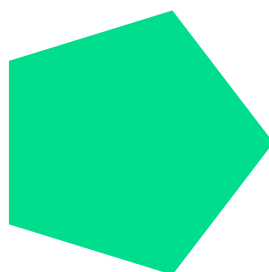


136
négociations
dont 110
validées



18
groupements
de commande
en cours dont 4
négociés en 2024

116
négociateurs et
négociatrices et
4
personnels
permanents



11
accords avec des
volets « accès
ouvert »

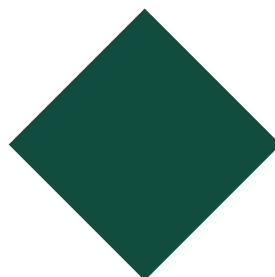
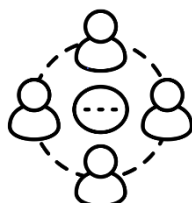


64%
des accords avec des
augmentations jugulées
entre 0 et 2%/an



ReadMetrics
7 modules pour des
statistiques d'usage
des ressources
électroniques : ezPaarse,
Analogist, BiblioMap,
ezMesure, ezCounter,
ezUnpaywall et ezReeport

15 vagues de
moissonnages pour
137
établissements
(pour renseigner
l'eSGBU 2024)



194
points d'accès
COUNTER éditeur
moissonnés (en
juin 2025)

ORGANISATION DU CONSORTIUM

Le Consortium unifié des établissements universitaires et de recherche pour l'accès aux publications numériques (Couperin) organise la négociation des ressources documentaires électroniques de l'enseignement supérieur et de la recherche en France en vue de leur acquisition. Il constitue un réseau d'expertise en Information Scientifique et Technique (IST). Les instances de gouvernance sont le Conseil d'Administration (21 membres élus) et le bureau professionnel (11 membres élus + président + trésorier + invités permanents).

Conseil d'administration (au 31 décembre 2024)

Collège A - Universités et assimilés

Anne Fraisse (Université Montpellier Paul-Valéry)
Christine Neau-Leduc (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)
Olivier Simonin (INP de Toulouse)
Michel Deneken (Université de Strasbourg)
Xavier Leroux (Université de Toulon)
Frédéric Fleury (Université Claude Bernard Lyon 1)

Collège B - Organismes de recherche et assimilés

Odile Hologne (INRAE)
Audrey Legendre (ASNR)
Michel Pohl (INSERM)
Laurent Romary (INRIA)
Sylvie Rousset (CNRS)
Caroline Martin (ONERA)

Collège C - Grandes écoles

François Dellacherie (Télécom SudParis et Commission Recherche de la CGE)
Anne Laurent (Polytech Montpellier – CDEFI)
Nicolas Sauger (Sciences Po Paris – CGE)

Collège D - Bibliothèques de recherche

Sébastien Gaudelus (Bibliothèque nationale de France)

Collège E - Établissements de santé

Frédéric Riondet (Hospices Civils de Lyon)
Nathalie Berriau (ASCODOCPSY)

Les personnalités qualifiées

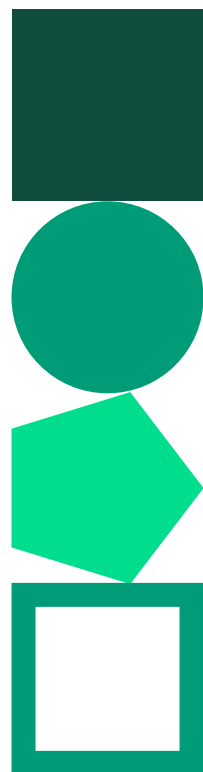
Lidia Borrel-Damian (Science Europe)
Lise Dumasy (ancienne présidente de Couperin)
Carole Letrouit (Inspection générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche)

Membres de droit avec voix consultative

Françoise Rousseau Hans (CEA), Coordinatrice du Bureau Professionnel
Christine Weil-Miko (INIST-CNRS), Responsable département des Négociations Documentaires
Marlène Delhay (Aix Marseille Université), Responsable du département Services et Prospective
Maria Livia Cadis (Université Côte d'Azur), Trésorière
Odile Contat (MESR)

Invités

Nicolas Morin (Abes)
Geneviève Almouzni (Académie des sciences)
Martine Garnier-Rizet (ANR)
Emilie Barthet (Université Paris-Saclay), co-coordinatrice du Bureau professionnel
Adeline Rege (Université de Strasbourg), co-responsable du département des Négociations Documentaires
Sébastien Perrin (École des Mines Paris-PSL), co-responsable du département Services et Prospective
Cécile Leroy (Université Marie et Louis Pasteur), Trésorière adjointe



Bureau Professionnel

Le bureau professionnel s'est réuni 8 fois en 2024

Coordinatrices du bureau

Françoise Rousseau-Hans, CEA
Emilie Barthet, Université Paris Saclay

Responsables Département négociations documentaires

Christine Weil-Miko, INIST-CNRS
Adeline Rege, Université de Strasbourg

Responsables Département services et prospective

Marlène Delhay, Aix Marseille Université
Sébastien Perrin, Ecole des Mines Paris-PSL

Autres élus

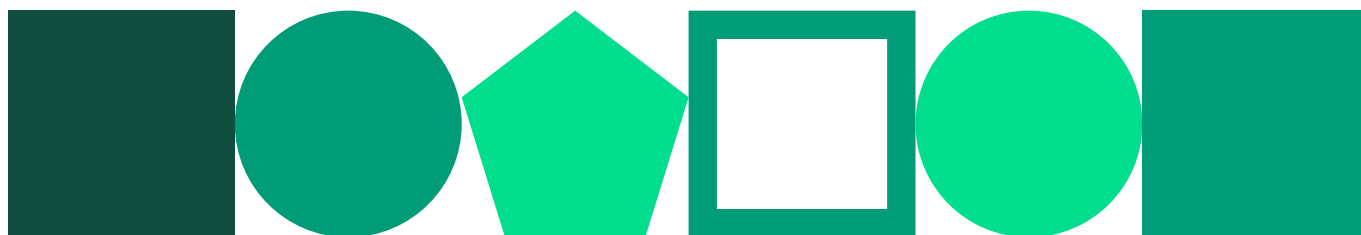
Cécile Bajard, Université Paris Est Créteil
Sophie Brezel, Bibliothèque nationale de France
Thierry Fournier, Université de Rennes 1
Jacqueline Gillet, INRIA
Elise Girol, BNU Strasbourg
Christine Ollendorff, ENSAM

Membres de droit

Michel Deneken, président de Couperin, Université de Strasbourg
Marie-Livia Cadis, trésorière, Université Côte d'Azur
Cécile Leroy, trésorière adjointe, Université Marie et Louis Pasteur

Invités permanents

Catherine Breux-Delmas, Responsable du pôle SHS, BIU Sorbonne
Emeline Dalsorg, Responsable du pôle SVS, BIU Santé Paris
Grégory Colcanap, Responsable du pôle SJP et expert ISTEX, BIU Cujas
Claire Nguyen, Responsable du pôle SEG, Université Paris Dauphine
Marie Nikichine, Responsable du pôle Logiciels, Université de Montpellier
Adeline Rege, Responsable du pôle ST, Université de Strasbourg
Sébastien Perrin, Animateur du groupe Science ouverte, École des Mines Paris-PSL
Cédric Mercier, Animateur du groupe Science ouverte, Université de Paris-Saclay
Dorothee Pain, Animatrice de la Cellule e-books, Université de Paris-Saclay
Jacqueline Gillet, Animatrice du groupe GTI, INRIA
Elise Girol, Experte COLLEX, BNU Strasbourg
André Dazy, Coordinateur technique du département Services et Prospective
Jérôme Kalfon, Coordinateur technique du département Négociations Documentaires jusqu'en juin 2024
Vincent Harnais, Chargé de mission Couperin jusqu'en août 2024
Valérie Larroque, Chargée de mission Couperin
Anne-Sophie Tagliavini, Chargée de mission Couperin
Thomas Porquet, Chargé de mission Couperin
Yannick Schurter, Chargé de mission Couperin
Tom Sublet, Chargé de mission Couperin



Organisation des départements

Le fonctionnement du consortium repose sur deux départements associés aux pôles de négociations et aux groupes de travail.

DÉPARTEMENT DES NÉGOCIATIONS DOCUMENTAIRES (DND)

Le DND définit et coordonne l'action des négociateurs, tous issus des établissements membres ; il veille à la collecte et à l'enrichissement des données relatives à ces négociations, à l'usage et au coût des ressources électroniques, et les diffuse auprès des membres de l'association. Les négociateurs sont répartis au sein de 6 pôles thématiques.

Responsables :

Christine Weil-Miko, INIST-CNRS

Adeline Rege, Université de Strasbourg

Chargé de missions Couperin :

*Coordinateur technique : Jérôme Kalfon
jusqu'en juin 2024*

Vincent Harnais jusqu'en août 2024

Valérie Larroque

Anne-Sophie Tagliavini

PÔLES DE NÉGOCIATION EN 2024

GCO – Grands comptes

Christine
Weil-Miko, CNRS

9 négociateurs

Logiciels

Marie Nikichine,
Université de
Montpellier - Paul
Valéry

7 négociateurs

LSH - Lettres et sciences humaines

Catherine Breux-
Delmas, BIU
Sorbonne

41 négociateurs

SEG - Sciences économiques et gestion

Claire Nguyen,
Université Paris
Dauphine

15 négociateurs

SJP - Sciences juridiques et politiques

Gregory Colcanap,
BIU Cujas

9 négociateurs

ST – Sciences et techniques

Adeline Rege,
Université de
Strasbourg

32 négociateurs

SVS - Sciences de la vie et santé

Emeline Dalsorg -
BIU Santé Paris

25 négociateurs

DÉPARTEMENT SERVICES ET PROSPECTIVE (DSP)

Le DSP est chargé de mettre en place des services à destination des membres et d'animer un réseau d'expertise sur les questions d'information scientifique et technique. Il vise à mutualiser les expériences et les projets dans les domaines suivants au sein de groupes de travail : la science ouverte, les livres électroniques et les indicateurs de pilotage des politiques documentaires numériques. Il est porteur ou partenaire des projets *ezPAARSE*, *ezMESURE*, *OpenAIRE*. Il co-pilote le consortium *Orcid-France*.

Responsables :

Marlène Delhayé, Aix Marseille Université

Sébastien Perrin, Ecole des Mines Paris-PSL

Chargé de missions Couperin

Coordinateur technique : André Dazy

Thomas Porquet

Yannick Schurter

Tom Sublet

GROUPES DE TRAVAIL

GTSO – GT Science ouverte

Animateurs Sébastien
Perrin, Ecole des Mines
Paris-PSL et Cédric
Mercier, Université
Paris-Saclay

40 membres

GTI-GT indicateurs

Animatrice Jacqueline
Gillet, INRIA

19 membres

CeB - Cellule e-Book

Animatrice Dorothée
Pain, Université Paris-
Saclay

10 membres

Gestion de la trésorerie

La trésorerie constitue un pilier essentiel au bon fonctionnement de l'association, englobant un ensemble d'activités variées et stratégiques, notamment avec la préparation du budget prévisionnel et le suivi de son exécution au cours de l'année. Elle assure le suivi rigoureux des recettes, principalement issues des adhésions des membres du consortium et des subventions perçues, et ensuite prend en charge la gestion des dépenses de fonctionnement du Consortium.

MEMBRES DE LA TRÉSORERIE

- **Trésorière** : Maria Livia Cadis, Université Côte d'Azur
- **Trésorière-adjointe** : Cécile Leroy, Université Marie et Louis Pasteur
- **Assistante administrative et financière** : Céline Millet, Université Marie et Louis Pasteur
- **Soutien de l'équipe Couperin Coman « Consortia manager »** : Valérie Larroque et Anne-Sophie Tagliavini

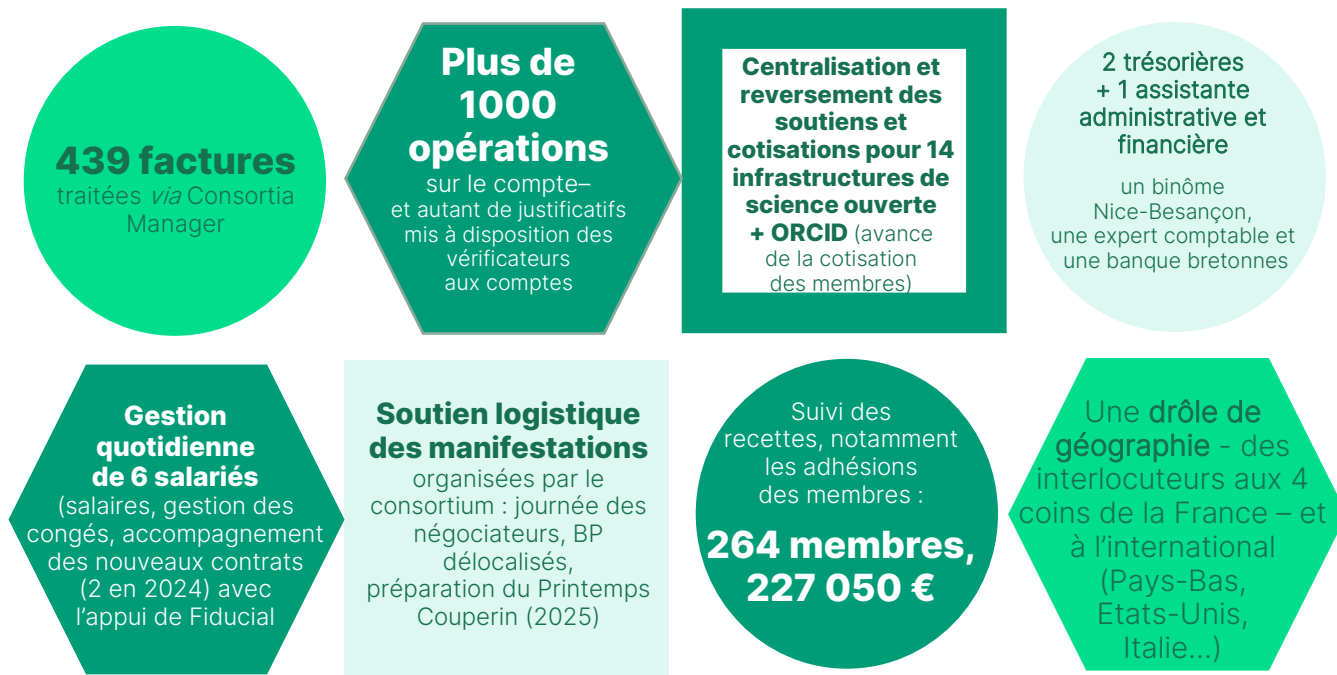
ACTIVITÉS

Afin de collecter les adhésions, la trésorerie pilote la campagne d'adhésion en collaboration étroite avec l'équipe Coman, notamment pour la vérification des fiches établissements, l'édition des devis, l'envoi des factures, la validation des paiements et les relances nécessaires. Parallèlement, elle prend en charge la gestion des dépenses de fonctionnement telles que le loyer, l'acquisition de matériel informatique, les frais de missions ou encore les adhésions à d'autres associations professionnelles.

En outre, la gestion des ressources humaines pour les six salariés permanents, incluant la gestion de la paie, la médecine du travail, la mutuelle et l'intégration de deux nouveaux contrats en 2024, fait également partie de ses missions centrales.

Enfin, la trésorerie prépare le bilan comptable, justifiant l'ensemble des recettes et dépenses, et met ces éléments à disposition des vérificateurs aux comptes. Elle élabore également le budget prévisionnel et en assure le suivi tout au long de l'exercice, garantissant ainsi la transparence et la pérennité financière de l'association.

La trésorerie en chiffres :



Dépenses 2024

Ventilation par postes :		
Négociations	141 718 €	34,5 %
Fonctionnement	111 091 €	27 %
Mesure et indicateurs d'usage	141 954 €	34,5 %
Science ouverte	17 256 €	4%
TOTAL	412 019 €	100%

- Les dépenses intègrent la masse salariale qui représente 60% des dépenses du Consortium.
- Le fonctionnement recouvre les dépenses support nécessaires à la vie de l'association (loyers, expert-comptable, matériel...)
- Les postes de dépenses les plus importants, hors masse salariale :
 - Loyer (Paris) : 37 602 €
 - Abonnement à Consortia Manager : 27 637 € (négociations)
 - Expertise-comptable et commissariat aux comptes : 18 176 €
 - Journée des négociateurs : 15 859 €

Recettes

Ventilation par postes		
Adhésions 2024 et arriérés années précédentes	241 700 €	65 %
OCLC	74 940 €	20 %
Subvention Ministère*	44 000 €	12 %
Divers (intérêts bancaires, créances...)	11 620 €	3 %
Total	372 260 €	100%

Gestion pour tiers

Via le Consortium, les établissements membres ont la possibilité de soutenir diverses initiatives de science ouverte. En 2024, 14 initiatives ont ainsi pu bénéficier de financements. Le Consortium agit ainsi en facilitateur, regroupant les contributions (une facture par établissement) puis en les reversant de façon globale.

En parallèle, le Consortium règle par anticipation une cotisation globale à ORCID, au nom des établissements adhérents.

Ventilation par postes	
ORCID	271 662 €
Convention Soutien science ouverte	283 651 €
e-manuel de droit	25 600 €
Total	580 913 €

COOPÉRATION EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL

En 2024, le consortium Couperin a poursuivi ses actions de coopération en France et à l'international, notamment en participant à des conférences pour y apporter son expertise, et en contribuant au partage d'expérience sur la publication scientifique et la science ouverte au sein d'institutions françaises et d'organismes internationaux.

Échanges internationaux



Septembre 2024

Présentation des activités du consortium Couperin par Françoise Rousseau-Hans, co-coordinatrice, et Christine Weil-Miko, co-responsable du DND, au congrès SELL (regroupement des consortia d'Europe du Sud) à La Canée en Grèce.



8 octobre 2024

Communication d'Adeline Rege, co-responsable du DND, à la conférence OpenCost : The Road to Publication Cost Transparency – The Next Stage (Université de Ratisbonne, Allemagne) : « APCs Under the Microscope: Six Years of Monitoring and Analysing Scientific Publication Costs in France »



15 octobre 2024

Participation de Couperin à la réunion du groupe des Chief Negotiators de la European University Association à Bruxelles



Communauté du savoir
Partager, étudier & innover
dans l'Arc jurassien franco-suisse

28 novembre 2024

Communication d'Adeline Rege, co-responsable du DND, à la journée d'études franco-suisse de la Communauté du savoir de l'Arc jurassien à l'Université de Franche-Comté : « Négocier et mettre en œuvre les accords en faveur de l'open access »



6 décembre 2024

Rencontre entre la coordination du consortium et une délégation de collègues d'universités et du Ministère de l'éducation du Japon en vue de la refonte des consortia japonais.

Présentations des actions du consortium en France



Juin 2024

Présentation par Françoise Rousseau-Hans à la conférence-débat « *La négociation avec les éditeurs scientifiques : y a-t-il un modèle d'accord idéal ?* » organisée par l'Université de Strasbourg



Juin 2024

Présentation d'Émilie Barthet pour la formation « Diriger un service commun de la documentation Module 3 : quelles utilisations stratégiques du numérique ? » organisé par l'IGESR et l'ADBU



Septembre 2024

Formation Enssib Politique de science ouverte »- Intervention Couperin par d'Émilie Barthet



Novembre 2024

Présentation par Françoise Rousseau-Hans, coordinatrice du consortium Couperin, à la semaine « Science ouverte » de l'Université de Bourgogne Franche-Comté : *Comment utiliser les accords de publication et de lecture passés avec les éditeurs ? Existe-t-il un modèle d'accord idéal ?*



NÉGOCIATIONS DOCUMENTAIRES

Bilan général 2024 et perspectives 2025

Une année active et exigeante : diversification, complexité, structuration

L'année 2024 a été marquée par une intensification des négociations, une complexification des enjeux contractuels (pistage, IA, TDM, clauses d'usage), et une structuration croissante des pratiques au sein des pôles thématiques. Face aux changements impactant les modèles économiques, les négociateurs ont su maintenir un haut niveau d'exigence collective et le consortium a renforcé la mutualisation des expertises (groupes Pistage & Surveillance et NegOA, formation des négociateurs, articulation avec les partenaires, INIST-CNRS, Abes).

TENDANCES TRANSVERSALES 2024

- **Complexification contractuelle**

Clauses d'usage plus nombreuses et plus contraignantes : application de la loi française pour le TDM, pistage des utilisateurs, accès aux services IA, conditions de réutilisation. Les négociations impliquent de plus en plus souvent les juristes des fournisseurs.

- **Transparence et normalisation attendues**

Les demandes du consortium sur la fourniture de statistiques d'usage (COUNTER) et de métadonnées (KBart, XML) restent insatisfaites chez plusieurs éditeurs, notamment dans le secteur juridique. Or ces éléments sont indispensables au pilotage documentaire, à la visibilité des ressources et à l'intégration dans les outils nationaux (ezCounter, SciencePlus).

- **Soutenabilité budgétaire**

La pression inflationniste demeure, y compris sur des offres déjà consolidées, et les dépenses restent concentrées sur quelques éditeurs, comme l'attestent les enquêtes ERE et APC. Les modèles hybrides doivent être surveillés et entraîneront une réflexion interne aux membres du consortium pour un rééquilibrage des dépenses. La négociation des achats en licence nationale sur crédits CollEx-Persée s'inscrit dans une logique de long terme, attentive à la complémentarité avec les ressources ISTEX.

- **Émergence de l'IA comme enjeu documentaire**

L'intégration de fonctionnalités IA soulève des questions sur les droits d'usage et la justification des hausses tarifaires.

PERSPECTIVES 2025 – TROIS PRIORITÉS COLLECTIVES

- **Rehausser les exigences sur les clauses d'usage et la conformité juridique**

Renforcer la doctrine Couperin sur l'IA et la protection de la vie privée, l'accessibilité et les statistiques conformes aux normes COUNTER 5.1.

- **Mieux piloter les ressources et leurs usages**

Appuyer les établissements avec des outils d'aide à la décision fondés sur les usages consolidés et les coûts globaux.

- **Structurer durablement les compétences collectives**

Renforcer la documentation contractuelle partagée (licence-type), groupes GPS et NégOA, et la formation des négociateurs.

Pôle Grands comptes

L'année 2024 a représenté une période charnière pour le pôle Grands Comptes de Couperin. Marquée par la mise en œuvre d'accords complexes et par la poursuite de négociations stratégiques, elle a exigé un engagement renforcé des équipes, tant sur le plan opérationnel que dans les échanges nationaux et internationaux.

Une année de transition et d'intensification du pilotage opérationnel et stratégique

Un suivi renforcé des accords de licence

ACCORD ELSEVIER 2024–2027 : COMPLEXIFICATION

La mise en œuvre de l'accord Elsevier, conclu pour la période 2024–2027 dans le cadre de la licence nationale, a généré une charge de travail importante pour le pôle. Le suivi du workflow de publication en accès ouvert, ainsi que le traitement des alertes transmises par les administrateurs locaux dans les établissements, ont nécessité une attention continue et de nombreux échanges avec les équipes dédiées de l'éditeur. Cette activité traduit la complexité croissante des accords globaux de lecture et de publication, et souligne l'importance du pilotage en temps réel pour garantir une expérience fluide pour les auteurs ainsi que la conformité aux termes contractuels.

ACCORD SPRINGER : UNE DYNAMIQUE CROISSANTE

L'accord Springer, entré en vigueur en 2024, connaîtra en 2025 sa deuxième année d'application. Il montre une adoption significative, avec près du double d'établissements optant en 2025 pour l'accord global (lecture + publication) par rapport à 2024. Le quota de droits à publier, négocié pour le 2^e semestre 2024, a été entièrement consommé avant la fin de l'année, montrant l'adéquation des hypothèses de négociation. Ce sera néanmoins un point sensible à suivre en 2025 : le modèle économique ne permettant pas de publier en accès ouvert sans limitation, le quota ne couvrira sans doute pas l'année complète.

WILEY : STABILITÉ ET CONSOLIDATION

La négociation avec Wiley, initialement lancée dans la perspective d'un nouvel accord pluriannuel, s'est conclue par une reconduction d'un an de l'accord global de lecture et de publication 2022–2024. Cette reconduction, obtenue sans augmentation tarifaire, maintient l'inclusion des droits de publication sans frais dans les revues *full open access*, dispositif en place depuis 2023. Ce résultat traduit une stabilisation bienvenue des dépenses de publication en accès ouvert dans un contexte budgétaire contraint.

CONTRIBUTION INTERNATIONALE ET ENJEUX JURIDIQUES ÉMERGENTS

2024 a aussi été marquée par une activité soutenue de partage d'expertise à l'échelle internationale, notamment autour des enjeux juridiques liés à l'accès ouvert et aux nouvelles technologies :

- **Les conditions de concession de droits dans les licences CC BY dérivées** (notamment CC BY-NC et CC BY-NC-ND) ont fait l'objet d'échanges nourris, pour s'assurer qu'aucune cession exclusive ne soit accordée aux éditeurs, garantissant ainsi la conservation des droits d'auteur.
- **Les clauses de pistage des données personnelles et la surveillance de la navigation des usagers** sur les plateformes des éditeurs ont bénéficié d'une attention particulière.
- **Les droits d'usage et d'analyse associés aux nouveaux outils intégrant l'intelligence artificielle** font l'objet d'une analyse, afin de sécuriser les droits des utilisateurs dans les licences d'usage des éditeurs.

2024 s'affirme comme une année de transition active, marquée par la montée en puissance de nouveaux accords, un suivi opérationnel exigeant, et une présence affirmée du pôle sur des sujets de fond, tant nationaux qu'internationaux.

Pôle Sciences et techniques

L'activité du pôle S&T en 2024 a été assez stable puisqu'une quinzaine de négociations ont été menées, comme l'année précédente. Aucune nouvelle négociation n'a été lancée, et une négociation a été abandonnée. Sur le plan tarifaire, le bilan 2024 est plus satisfaisant que le bilan 2023.

UNE ACTIVITÉ STABLE ET DES HAUSSES MAÎTRISÉES

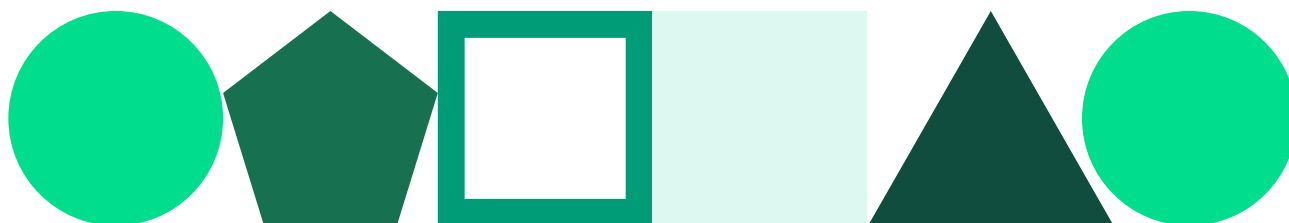
En effet, les éditeurs semblent avoir été davantage sensibles à la réalité de la situation financière des abonnés, et la ténacité des négociateurs a permis de mieux respecter les exigences de la lettre de cadrage. Ainsi, alors que seul un tiers des accords conclus en 2023 voyait s'appliquer une hausse tarifaire annuelle inférieure ou égale à 2%, ce fut le cas de deux tiers des offres en 2024. Toutefois, la hausse reste la norme puisqu'une seule ressource connaît un tarif stable, et qu'une négociation a dû être abandonnée (SIAM) devant le refus de l'éditeur de modifier sa classification des établissements, classification qui entraînait des hausses tarifaires insupportables.

NETTE COMPLEXIFICATION DES CLAUSES NON TARIFAIRES

Plusieurs négociations ont présenté davantage de difficultés en raison des clauses de la licence qu'en raison des tarifs. Les clauses relatives aux usages de l'intelligence artificielle et à la fouille de textes et de données (TDM), au respect de la réglementation en matière de données personnelles (RGPD), et au délai d'embargo sur le dépôt du manuscrit auteur accepté en archive ouverte ont, dans au moins trois négociations, fait l'objet de nombreux échanges avec les éditeurs, certains faisant preuve d'une très grande réticence à se conformer à la loi et à la réglementation françaises existantes. Sur ces sujets, les négociateurs concernés ont bénéficié de l'appui et des connaissances de collègues experts au sein du consortium, ce qui montre bien la nécessité de faire monter en compétences les négociateurs sur les aspects « qualitatifs » des négociations.

MAINTIEN D'UNE DIVERSITÉ DES ACCORDS

Si les éditeurs tentent toujours de basculer vers l'*open access* en proposant des accords globaux de publication et de lecture, seul un nouvel accord, avec IOP Publishing, a été négocié. En effet, certaines propositions ne correspondaient pas aux besoins des établissements, notamment quand elles émanaient d'éditeurs chez lesquels l'activité de publication est faible (SPIE), ou étaient insatisfaisantes du point de vue des tarifs et des conditions. À chaque fois, il a été possible de conclure un accord *read-only*, et les discussions avec les établissements montrent que ceux-ci restent attachés à la possibilité de pouvoir choisir l'option qui répond le mieux à leur besoin.



Bien que toujours dans un contexte d'inflation générale, les négociations du pôle LSH ont connu en 2024 des taux d'augmentation plutôt raisonnables. La grande diversité de taille et la complexité des négociations en LSH, marquée par quelques négociations un peu délicates, annoncent des difficultés pour les prochaines années.

ÉVOLUTION DES NÉGOCIATIONS SUR LES PLATEFORMES DE VIDÉO À LA DEMANDE

En 2024, une seule nouvelle négociation a été initiée à la demande des établissements pour une plateforme de vidéo à la demande (Ténk), avec pour objectif d'adapter le modèle technique et d'obtenir une tarification plus lisible, ce qui a abouti à une adoption notable par plusieurs membres. En revanche, la consultation sur la plateforme Filmfriend n'a pas abouti, mais elle a suscité de nombreuses réactions, révélant un décalage entre les attentes des établissements et l'offre disponible. Face à ces constats, la création d'un groupe de travail dédié est envisagée pour mieux cerner les besoins et accompagner l'évolution des négociations dans ce secteur.

AUGMENTATIONS MODÉRÉES MAIS CONTINUES

En 2024, la majorité des éditeurs ont procédé à une révision à la hausse de leurs conditions, à l'exception de quelques-uns qui ont maintenu leurs offres inchangées (Assimil, Vocabulaire, My Cow, Biblioondemand et Arte campus). La tendance générale s'oriente vers une augmentation modérée, touchant la plupart des ressources, qu'il s'agisse de bases de données ou d'ebooks. Cette évolution concerne aussi bien des éditeurs généralistes que des diffuseurs spécialisés, et s'inscrit dans un contexte global d'ajustement des conditions d'accès aux ressources numériques.

La diffusion d'une offre pour une ressource linguistique (Streamglish) a permis au fournisseur d'ajuster sa proposition aux besoins des établissements. D'autres démarches, comme l'enquête d'intérêt pour des revues spécialisées (Cogitatio Press), n'ont pas rencontré d'écho.

VERS DES NÉGOCIATIONS DE PLUS EN PLUS COMPLEXES

Certaines situations se sont révélées plus complexes à gérer. Par exemple, la refonte en profondeur de l'offre Retronews s'est accompagnée de l'annonce d'une forte augmentation tarifaire : grâce à une négociation soutenue, il a cependant été possible d'obtenir un report de cette hausse, permettant aux membres de bénéficier des améliorations de la plateforme sans surcoût immédiat, et de prendre une décision éclairée lors du prochain renouvellement. Du côté des ressources en psychologie (APA), une modification des modalités de diffusion a été imposée par l'éditeur, qui a choisi de déléguer la commercialisation à plusieurs intermédiaires, tout en annonçant une hausse significative des tarifs sur plusieurs années, malgré les protestations. Enfin, concernant les plateformes d'ebooks en français (Cairn, Cyberlibris), le modèle appliqué fait dépendre l'évolution des conditions financières de la taille des bouquets souscrits, ce qui peut masquer une hausse réelle pour les établissements. L'objectif des prochaines négociations sera donc de parvenir à un modèle plus transparent et mieux adapté aux besoins des utilisateurs.

RENOUVELLEMENT DYNAMIQUE DES NÉGOCIATIONS DE REVUES

En 2024, la négociation d'un seul bouquet de revues (Sage) a été relancée avec succès : l'équipe de négociation a su faire preuve de détermination et a pu aboutir à un accord pluriannuel jugé satisfaisant, marquant la fin d'un mode d'accès contraignant pour les établissements. Pour d'autres ressources majeures (Cambridge University Press, Taylor & Francis), l'objectif d'une évolution vers des accords combinant lecture et publication est envisagée à l'horizon 2026, avec des équipes de négociation renouvelées et mobilisées pour anticiper ces nouveaux enjeux.

En 2024, sur les onze ressources portées par le pôle, six ont fait l'objet d'une négociation, aboutissant à un accord pluriannuel pour quatre d'entre elles - le groupement de commandes Dalloz (2025-2027) porté par l'Abes, Francis Lefebvre (2025-2027), Lextenso (2025-2027) et Elnet (2025-2027)-ou à un accord d'un an pour une ressource : Lextenso.

QUELQUES DIFFICULTÉS SUR CERTAINES NÉGOCIATIONS

La négociation du volet contrat de licence pour les produits Francis Lefebvre a largement débordé le calendrier, entraînant des difficultés temporaires d'accès dans plusieurs établissements.

La négociation avec Westlaw a de nouveau été infructueuse, les interlocuteurs n'ont pas donné suite aux multiples demandes d'ouverture d'une négociation avec le consortium pour les clients français. Il s'en est suivi de nombreux échanges directs restés souvent sans réponse, occasionnant parfois des coupures d'accès dans plusieurs établissements, et un traitement différencié dans les taux d'augmentation appliqués. La ressource Contexte n'a pas abouti non plus cette année, comme en 2023.

LES PRIORITÉS POUR LES NÉGOCIATIONS 2025

La maîtrise des évolutions tarifaires demeure une priorité, à laquelle s'ajoutent deux enjeux spécifiques aux éditeurs juridiques déjà présents lors des négociations antérieures :

- la mise à disposition des métadonnées décrivant les contenus des bases de données, à la fois les fichiers KBart et les métadonnées des articles et chapitres d'ouvrages pour Scienceplus, afin d'alimenter les outils de découverte *via* cette plateforme publique,
- la fourniture de statistiques d'usage normalisées Counter, dans la version en vigueur et certifiée,

Les statistiques d'usage représentent un élément important pour construire des indicateurs et établir une politique documentaire correspondant aux besoins et aux pratiques des usagers. Ce besoin est d'autant plus important avec le développement d'outils communs et partagés à la sphère ESR comme le programme ezCounter et le lien qui a été établi entre cette plateforme et l'ESGBU. La collecte et l'analyse des usages pour les ressources juridiques non Counter restent souvent complexes et relativement instables d'une année sur l'autre.

Les métadonnées sont nécessaires au référencement des contenus des bases de données dans les catalogues de bibliothèques donc à leur visibilité pour les étudiants, enseignants et chercheurs. Malgré les demandes répétées formulées par les négociatrices depuis de nombreuses années sur ces deux sujets et l'important travail mené par l'Abes avec les éditeurs sur la question des métadonnées, les avancées ne sont pas encore à la hauteur des besoins des publics académiques.

Le dialogue entamé depuis plusieurs années se poursuivra en 2025, les négociatrices du consortium adoptant une position plus contraignante que les années précédentes. La réitération d'une fin de non-recevoir à nos demandes n'est plus acceptable : l'édition juridique française doit adopter les standards internationaux de l'édition, en vigueur dans pratiquement tous les autres secteurs disciplinaires.

Les ressources suivantes seront négociées en 2025 : Lamyline, Lexbase, Le Doctrinal, StradaLex, Lextenso, Westlaw, et une nouvelle ressource sera ajoutée au portefeuille : HeinOnline.

LE DÉVELOPPEMENT DES SOLUTIONS D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE INTÉGRÉES AUX RESSOURCES JURIDIQUES

Les produits documentaires du secteur juridique intègrent de plus en plus des fonctionnalités d'intelligence artificielle, les négociateurs seront donc particulièrement

vigilants à cette évolution. L'IA constitue un plus qui doit faire l'objet d'échange avec les fournisseurs ; les questions posées relèvent d'une part de la pédagogie de l'enseignement : faut-il offrir les mêmes possibilités à tous les niveaux d'enseignement ? Pratiquement doit-on laisser les étudiants en licence utiliser ces fonctionnalités ou faut-il les réserver aux étudiants avancés et aux chercheurs ? En cas de réponse positive, comment gérer les accès différenciés ? Les questions relèvent d'autre part de la stratégie commerciale des éditeurs et donc de la négociation. Nous considérons que les nouveaux services d'IA font partie de l'évolution normale des plateformes, qui intègrent régulièrement de nouvelles fonctionnalités : il s'agit de la vie du produit, et cela ne doit pas donner lieu à une tarification revue à hausse avec une obligation d'y souscrire. Si une tarification est associée à ce service, elle doit rester optionnelle et relever du libre choix des bibliothèques, qui pourront y souscrire ou non.

Pôle Économie- gestion

En 2024, 27 négociateurs ont mené des négociations avec 22 fournisseurs, illustrant la vitalité de l'équipe et la diversité des ressources traitées.

RENFORCEMENT DES ÉQUIPES ET DIVERSIFICATION DES NÉGOCIATIONS

Le pôle a connu une dynamique de croissance, marquée par l'arrivée bienvenue de 13 nouveaux négociateurs, qui ont permis d'élargir le périmètre des discussions et de pallier certains départs. Ce renouvellement a également renforcé les actions menées, grâce à la constitution de binômes ou trinômes, favorisant la continuité et la qualité des négociations. Les nouveaux venus ont bénéficié d'une formation conjointe pôle-DND, assurant ainsi une montée en compétences rapide et efficace.

PRESSION INFLATIONNISTE ET NOUVEAUX ENJEUX CONTRACTUELS

L'année a également été marquée par le développement continu des offres de presse proposées directement par les éditeurs (Mediapart, Brief), tandis que des négociations avec certains agrégateurs (Nexis Uni) ont été réactivées face à des augmentations tarifaires jugées excessives (Factiva, Le Monde). Les débats ont porté sur des enjeux majeurs tels que la maîtrise de l'inflation, la qualité des métadonnées, la fouille de texte, la fourniture de statistiques et l'intégration de problématiques liées à l'intelligence artificielle. Les discussions autour de la lettre d'accord ont pu ralentir le processus, et ont mobilisé plus que de coutume les juristes des fournisseurs. Par ailleurs, la négociation conjointe avec l'Abes d'achats en licence nationale de 17 revues sur crédits Collex-Persée a permis de compléter les collections acquises dans le cadre d'ISTEX une dizaine d'années auparavant.

Pôle Sciences de la vie

En 2024, le pôle SVS a été relativement stable en termes de nombre de négociations et de négociateurs. La campagne de négociations s'est déroulée dans de bonnes conditions et dans le respect du calendrier dans la très grande majorité des cas. Les accords pluri-annuels ont, comme l'année dernière, protégé les établissements d'augmentations non maîtrisées.

Il est à noter cette année le peu d'offres diffusées avec une stabilisation des prix. Même si la plupart des négociations proposent des offres respectant la lettre de cadrage, l'argument de l'inflation globale a été maintes fois utilisé dans les discussions pour 2025.

La fin d'accords pluri-annuels a été l'occasion de négociations parfois difficiles. Il y a souvent chez les éditeurs un phénomène de « rattrapage » après des années de stabilisation des prix. Comme l'année dernière, les négociateurs se sont appuyés sur les membres Couperin et la solidarité consortiale a été un élément fort dans les discussions et les résultats obtenus par les négociateurs. Cela a été le cas pour les

revues Nature en particulier. Également pour Imaios : si l'augmentation des tarifs dépassait très largement les objectifs attendus par la lettre de cadrage, l'offre finale a pu être validée avec réserve, car elle était acceptable pour les membres.

D'autres négociations n'ont malheureusement pas abouti : l'ajout de revues dans le bouquet de l'éditeur Libbey, sans possibilité de construire un bouquet à façon, par exemple, entraînait une hausse des tarifs inacceptable pour les établissements.

Un point d'attention à retenir cette année est la construction des grilles tarifaires, souvent difficiles à remodeler quand elles existent depuis plusieurs années. Ainsi, il n'a pas été possible de revoir avec l'éditeur la grille tarifaire de ClinicalKey Student, malgré son inadéquation avec la réalité des effectifs des établissements. Un travail est à mener sur la convergence des grilles existantes dans le pôle SVS.

Pôle Logiciels

Opérationnel depuis le 1er janvier 2023, le pôle « logiciels » a pour vocation de négocier les outils accompagnant l'utilisation de la documentation.



ENRICHISSEMENT DE L'OFFRE NÉGOCIÉE

En 2024, 3 offres ont été négociées par 5 négociateurs : Ezproxy SaaS, Lean library et la base Electre, qui a fait l'objet d'une offre Couperin pour la première fois. Deux nouvelles négociations ont été entamées fin 2024, avec pour objectif la diffusion d'une offre pour 2026. Elles concernent les solutions Affluences et Springshare. 5 nouveaux négociateurs sont venus renforcer le pôle « Logiciels » pour mener à bien ces nouvelles discussions. Des échanges plus généraux ont également eu lieu entre le pôle « Logiciels » et le consortium Carel, ainsi qu'avec la cellule nationale logicielle, pour comparer les pratiques et les périmètres de travail et de négociation.

En plus d'un travail de négociation, les membres du pôle Logiciels ont également conduit une activité de veille et d'information. Dans ce cadre, on peut citer la publication d'un comparatif des outils facilitateurs d'accès :

<https://www.couperin.org/category/services-et-activites/comparatifs/>

ÉLARGISSEMENT DES ACTIVITÉS AU SUIVI DES QUESTIONS DE PISTAGE

En parallèle, une cellule « Pistage » s'est mise en place pour tâcher d'outiller au mieux les négociations (celles du pôle Logiciels en premier lieu, mais aussi celles des autres pôles) sur les aspects contractuels liés à la protection de la vie privée des usagers quand ils utilisent un service ou des ressources sur une plateforme en ligne. L'importance de cette question a été mise en lumière par des travaux successifs ces dernières années, émanant de la DFG¹ pour les négociations DEAL² conduites en Allemagne, ou de SPARC pour les plateformes Elsevier et Springer³. La cellule Pistage a publié à cet effet la note de décryptage⁴ « Pistage et profilage des usagers par les grands éditeurs scientifiques : quels nouveaux enjeux pour les bibliothèques ? » qui résume l'ensemble de la problématique. Une intervention sur le sujet a été réalisée lors de la journée des négociateurs 2024. En 2025, la cellule de pistage s'élargit et devient le Groupe Pistage et Surveillance GPS ; on peut la contacter à l'adresse : pistage@couperin.org.

¹ <https://www.dfg.de/resource/blob/174922/5b903b1d487991f2d978e3a308794b4c/datentracking-papier-de-data.pdf>

² <https://deal-konsortium.de/en/agreements>

³ <https://sparcopen.org/our-work/privacy-and-surveillance-community-of-practice/navigating-risk-in-vendor-data-privacy-practices/>

⁴ <https://hal.science/hal-04424531v1>

PROGRAMME ACQUISITIONS COLLEX-PERSÉE

En 2024, la reprise du pilotage du programme « Acquisitions Electroniques » du GIS CollEx-Persée par le consortium a initié une dynamique centrée sur deux axes principaux : la continuité des acquisitions et le renforcement de l'activité Collex au sein du consortium.



CONTINUITÉ DES ACQUISITIONS

Le premier axe concerne la poursuite des acquisitions, avec l'intégration de nouvelles ressources en licence nationale, en cohérence avec le corpus de revues disponibles sur la plateforme *ISTEX* :

- **16 revues publiées par Emerald Group Publishing**, couvrant la période 2011-2021, dans les domaines des sciences économiques et de gestion. Cette acquisition a permis de négocier un gel tarifaire pour l'année 2025, applicable aux bouquets de périodiques, aux livres électroniques et aux études de cas proposés en abonnement ou en acquisition.
- **Un corpus de 200 revues publiées par Cambridge University Press**, couvrant les années 2011 à 2017, dans des disciplines variées telles que les sciences humaines et sociales, les mathématiques, les sciences politiques, la physique, la technologie et la médecine.

RENFORCEMENT DE L'ACTIVITÉ COLLEX AU SEIN DU CONSORTIUM

Le second axe s'inscrit dans une réflexion sur l'ancrage du programme au sein du consortium, ainsi que sur la mise en œuvre d'une politique d'acquisition mutualisée. Le recrutement d'une personne dédiée à la coordination du programme a représenté un levier pour initier ce second volet. Cette prise de poste a permis de structurer une réflexion autour des acquisitions, tout en réalisant un premier bilan plus détaillé du premier volet du GT Acquisitions entre 2019/2023. Ce travail s'est appuyé sur l'analyse des archives existantes, la reprise des documents produits antérieurement et l'organisation de rencontres avec les partenaires du programme.

Une feuille de route d'initialisation a été validée lors du premier comité de pilotage du GIS CollEx-Persée, sous l'animation de son nouveau directeur délégué. Elle prévoit le développement d'actions articulées autour de 3 objectifs structurants :

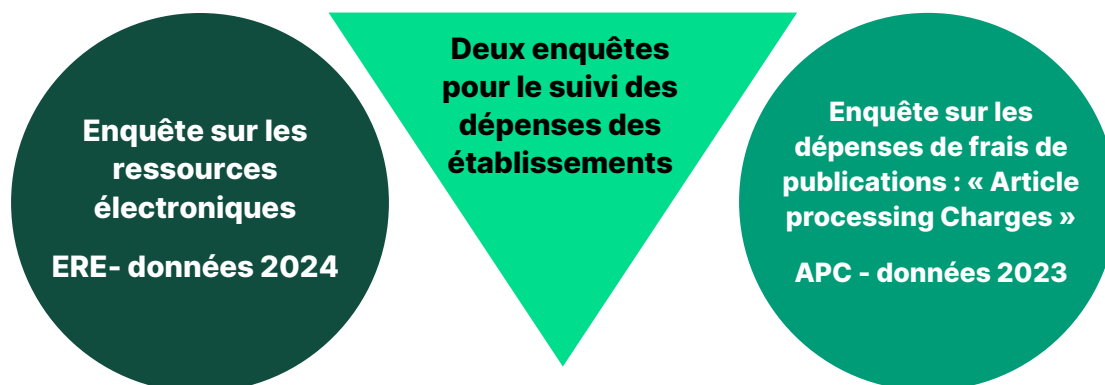
- Inscrire les acquisitions dans un processus de réflexion sur les critères de choix, d'identification des besoins des chercheurs et d'évaluation.
- Diversifier les modalités d'acquisition afin d'inclure à la fois des ressources pérennes et des fonds spécialisés (voire des thématiques émergentes), tout en garantissant une égalité d'accès sur le territoire national.
- Renforcer les services à forte valeur ajoutée (notamment fouille de textes et de données – TDM, et intelligence artificielle – IA) pour favoriser l'exploration approfondie des corpus.


Des travaux de structuration sont prévus en 2025, afin d'améliorer et de stabiliser les statistiques d'usage des ressources, ainsi que pour poursuivre la définition de la trajectoire stratégique du programme pour les années à venir.



LES ENQUÊTES ANNUELLES

Le consortium Couperin coordonne annuellement deux enquêtes auprès des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche. En 2024, c'est l'équipe du DND, Valérie Larroque, Anne-Sophie Tagliavini et Vincent Harnais, qui a collecté les données, accompagné les établissements sur les méthodologies, consolidé, analysé les données et partagé les résultats.

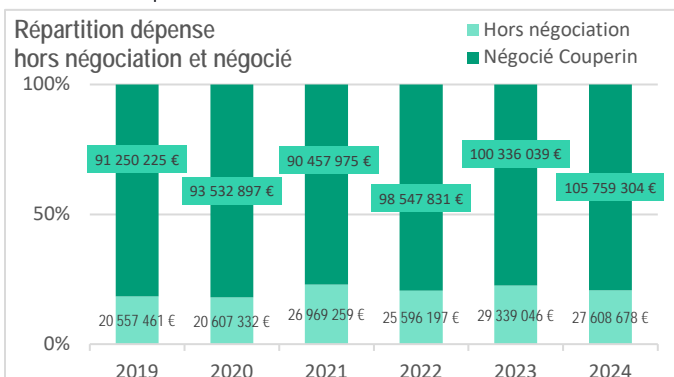
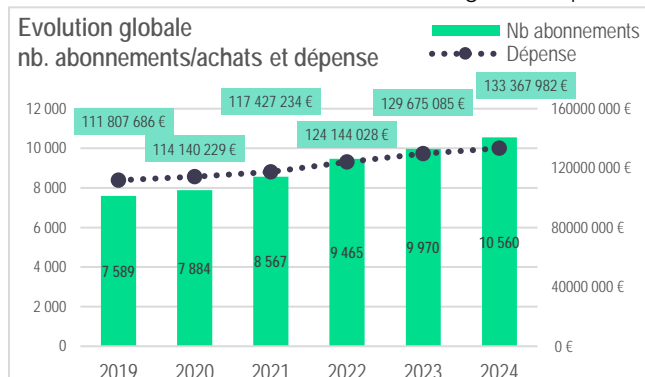


Pourquoi ?	<p>Recensement des moyens (€ HT) consacrés aux ressources électroniques (acquisitions pérennes et abonnements), qu'elles soient ou non négociées par le consortium Couperin.</p> <p>Elle couvre les dépenses pour différents types de produits : les revues électroniques, les livres électroniques, les bases de données et les logiciels.</p>	<p>Suivi de l'évolution des dépenses en APC (<i>Article Processing Charge</i>), réalisées par les laboratoires, pour la publication immédiate en libre accès d'articles scientifiques, ainsi que des autres frais annexes liés aux illustrations en couleur, au nombre de pages, etc.</p> <p>Elle repose sur une méthodologie commune, s'appuyant sur l'analyse de données comptables et donc sur des montants réellement dépensés.</p>
Diffusion des résultats	<p>Publication en libre accès sur la plateforme ouverte du MESR data.gouv.fr.</p> <p> data.gouv.fr</p>	<p>Publication en libre accès sur la plateforme ouverte internationale OpenAPC</p> <p></p> <p>https://treemaps.openapc.net/apcdata/openapc/#/country=FRA&period=2023</p>
Résultats	<p>Lancement de l'enquête : 21/05/2023</p> <ul style="list-style-type: none"> • Clôture de l'enquête officielle : 18/02/2025 • Clôture définitive : 05/05/2025 • 280 établissements répondants • Les montants recueillis sont en euros hors taxe. • Nb abonnements/achats uniques : 10 560 • Dépense totale : 133 367 982 € 	<p>Données globales 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 82 établissements répondants • Nombre d'articles : 5 579 • Dépense globale : 13 105 384 € • Dépenses globales hors APC : 640 056 € pour 726 frais annexes et 88 866 € pour 38 BPC/CPC
Remarques	<p><i>La dépense Elsevier est estimée</i></p> <p><i>L'enquête ne tient pas compte des adhésions, des soutiens à la science ouverte et d'Istex</i></p> <p><i>L'année prise en compte est l'année de facturation.</i></p>	

ERE : Enquête annuelle sur les ressources électroniques

DONNÉES GLOBALES

La dépense totale et le nombre d'abonnements ou d'achats ne cessent d'augmenter depuis 2019. L'explication peut être l'augmentation du prix des ressources et un renseignement plus exhaustif de l'enquête.

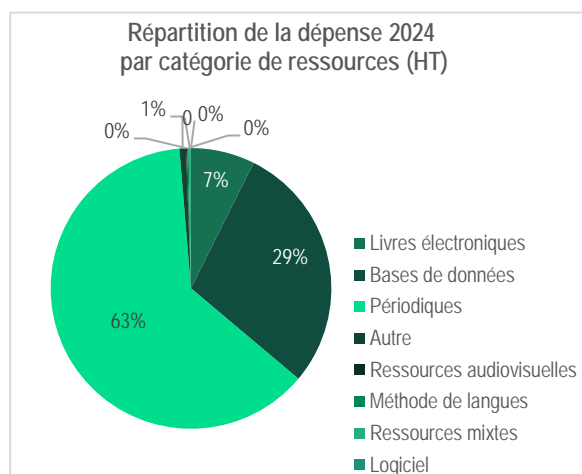


Par rapport à 2023, la dépense totale non négociée a diminué de 6% alors que la dépense totale négociée a augmenté de 5%.

L'écart entre les dépenses réalisées hors négociation et dans le cadre des négociations Couperin se creuse : 80% pour le négocié et 20% pour le hors négocié en 2024 ; 77% et 23% en 2023.

L'ERE n'étant pas terminée définitivement, les résultats présentés datent du 16 avril et sont donc susceptibles de connaître des variations une fois l'ERE terminée et les données consolidées. Le chiffre d'affaires total en 2024 approcherait les 133 millions d'euros, contre 130 en 2023.

En 2024, les universités représentent 56% de la dépense globale, les organismes de recherche 25% et les grandes écoles 12%.



PAR CATÉGORIE DE RESSOURCE

En 2024, les trois types de ressources : périodiques, bases de données et livres électroniques représentent 90% du nombre total d'abonnements/achats et 99% de la dépense. Les périodiques entraînent 63% de la dépense totale, alors qu'ils représentent 42% du nombre total d'abonnements et d'achats.

TOP 10 DES ÉDITEURS, TOUS TYPES DE PRODUITS CONFONDUS

Classement réalisé par rapport à la dépense. Les 10 premiers du classement sont majoritairement des éditeurs commerciaux ; on y retrouve cependant deux sociétés savantes : ACS et IEE. Les trois premiers éditeurs représentent 42% de la dépense totale, mais seulement 10% en nombre d'abonnements/achats, exactement comme pour 2023.

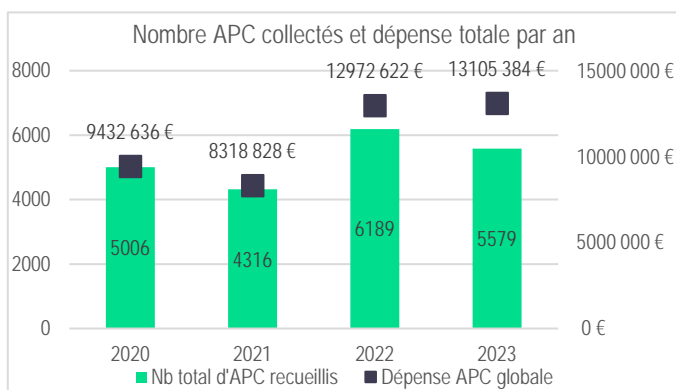


Enquête APC

UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE RÉPONDANTS PAR RAPPORT À 2022, MAIS UNE DIFFICULTÉ À SENSIBILISER DE NOUVEAUX RÉPONDANTS

82 établissements répondants contre 79 l'année précédente. Malgré un noyau dur de 63 établissements répondants permanents depuis 2017, l'absence de réponse depuis plusieurs années d'établissements à forte intensité de publication, dont les CHU, ne permet de dessiner qu'un paysage partiel des dépenses en jeu.

BAISSE SIGNIFICATIVE DU NOMBRE D'APC MAIS UNE DÉPENSE GLOBALE QUI CONTINUE À AUGMENTER :

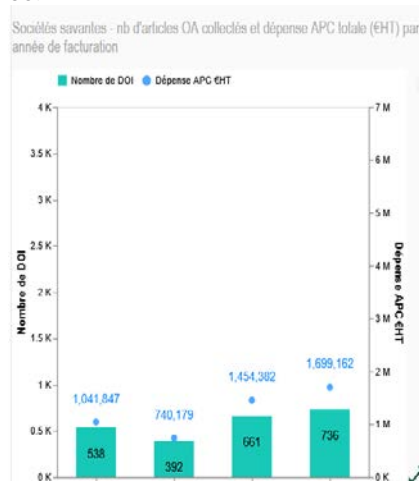
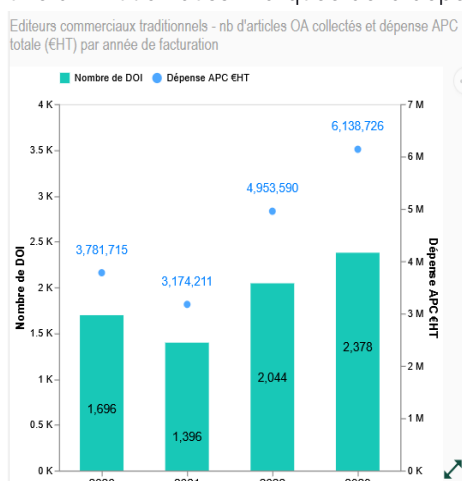
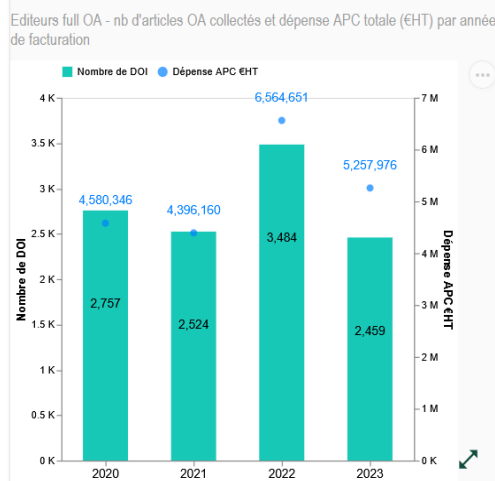


Le nombre total d'APC est en baisse de 10% par rapport à 2022. Cependant, la dépense globale enregistre une hausse de 1%. L'écart entre le nombre d'APC et la dépense se creuse de plus en plus.

A isopérimètre (63 établissements répondants, sans le CNRS) on observe une baisse importante (-15%) du nombre total d'APC. Jusqu'à l'année précédente, on constatait une augmentation continue depuis 2020. En 2023, près de 78% des répondants permanents enregistrent une baisse du nombre d'APC collectés. La dépense est également en diminution (-6%) dans une moindre mesure par rapport à celle du nombre d'APC.

PROGRESSION DES ÉDITEURS COMMERCIAUX ET DIMINUTION DU NOMBRE D'APC ET DE LA DÉPENSE CHEZ LES ÉDITEURS FULL OA :

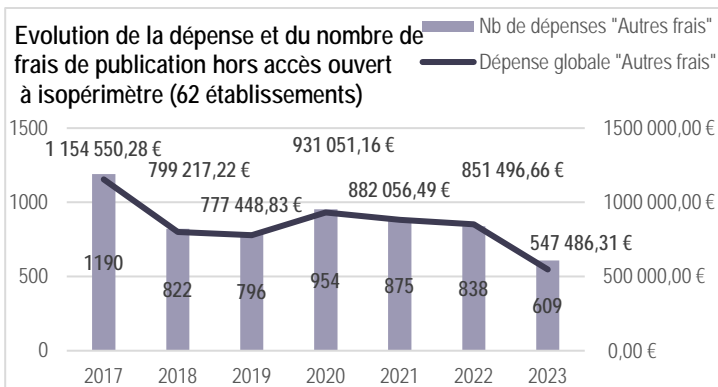
Entre 2022 et 2023, le nombre d'APC chez les éditeurs commerciaux a augmenté significativement (+16%) ainsi que la dépense (+24%). On constate à l'inverse une forte baisse du nombre d'APC chez les éditeurs full OA (-29%) mais non corrélée à une diminution aussi marquée de la dépense.



MDPI EN CHUTE LIBRE

Chute très marquée de MDPI et Frontiers. Cette diminution très forte de MDPI peut s'expliquer par le fait que cet éditeur est considéré comme un éditeur « prédateur » par certains établissements, qui ont pu mettre en place une politique de publication dissuasive pour les revues de cet éditeur.

Augmentation continue en revanche pour Elsevier. Depuis 2020, l'accord national passé avec cet éditeur permet aux chercheurs membres de l'accord de bénéficier d'une remise sur leurs APC. Celle-ci était de 40,8% en 2023.



BAISSE CONSÉQUENTE DU NOMBRE DE FRAIS ANNEXES ET DE LA DÉPENSE ASSOCIÉE

La dépense en autres frais de publication dans des revues (illustrations, couvertures, nombre de pages, etc) diminue fortement : -36% par rapport à 2022, et baisse de 27% en nombre de dépenses. L'année 2024 permettra de voir si cette chute se confirme.

Nouvelle interface de visualisation de l'enquête APC :

CHOIX DE LA SOLUTION LODEX POUR PÉRENNISER LE TABLEAU DE BORD APC

En 2023, un projet visant à mettre en place un outil pour le suivi des publications françaises en accès ouvert, baptisé BivOAC (pour Base pIVot pour le suivi des APC et de l'Open Access de Couperin) avait abouti à la mise en place d'un tableau de visualisation basé sur PowerBi. Cette solution commerciale, conditionnée par un compte Microsoft pour chaque établissement a été abandonnée. La mise à jour des données s'avérait complexe et nécessitait également des compétences de programmation non disponibles au sein du consortium.

Pour pérenniser le projet, l'équipe Couperin a privilégié le logiciel de visualisation de données Lodox, un outil open source développé par l'INIST-CNRS.

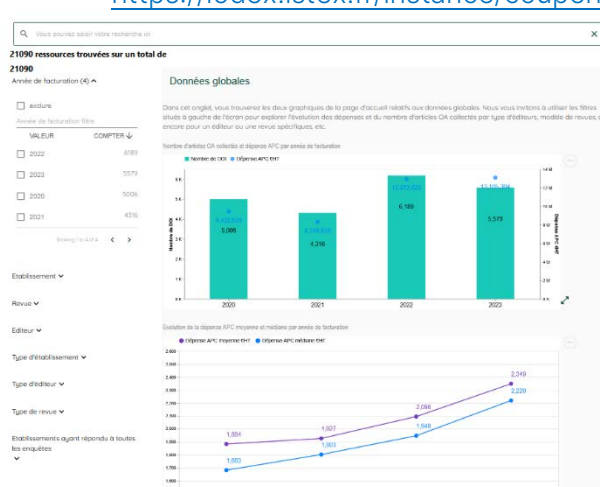
MISE EN PLACE DES TABLEAUX DE BORD SUR LODEX

Cet outil a permis, avec le soutien des équipes du Service Appui au Pilotage Scientifique de l'INIST-CNRS, et plus particulièrement avec Anaël Kremer, de :

- Verser les données de la compilation APC dans une base de mise à jour aisée
- Enrichir les données via une API qui interroge OpenAlex
- Concevoir un tableau de bord proposant une visualisation dynamique des APC collectés depuis 2020.

Le tableau de bord, qui concerne uniquement les APC (et non les BPC/CPC et autres frais), est accessible à tous depuis ce lien :

<https://lodex.istex.fr/instance/couperin-apc>



SERVICES ET PROSPECTIVE

En appui aux négociations, les groupes de travail Couperin sur la science ouverte et sur les indicateurs, ainsi que le projet Readmetrics produisent de nombreuses analyses et outils utiles. Le consortium favorise également la bibliodiversité en soutenant différentes infrastructures de Science ouverte.

Groupe de travail Science Ouverte

En 2024, le Groupe de travail science ouverte de Couperin (GTSO) a poursuivi ses travaux au sein de ses sous-groupes.

SOUS-GROUPE JURIDIQUE

Pendant l'année 2024, le Groupe juridique a publié plusieurs documents :

- Retours d'expérience sur le Plan S : ensemble de retours d'expérience sur l'implémentation du Plan S dans différents établissements

<https://gtso.couperin.org/gtjuridique/le-plan-s/#ancr2>

- Deux fiches pratiques (versions courte et longue)

→ sur le droit et les usages de la science ouverte : "**Licences libres en science ouverte**" :

<https://gtso.couperin.org/gtjuridique/fiche-licences-libres-pour-la-science-ouverte/>

→ sur le droit d'auteur : "**Généralités du droit d'auteur pour la science ouverte**" :

<https://gtso.couperin.org/non-classe/fiche-le-droit-dauteur-et-la-science-ouverte/>

Les membres du groupe ont également participé à la rédaction d'une proposition de clause IA à destination des négociateurs Couperin, et répondu à plusieurs questions posées via les listes Couperin ou les listes de diffusion plus généralistes.

Après avoir terminé le travail sur le Plan S entrepris en 2022, le groupe concentre son travail sur la réalisation de fiches pratiques sur des questions de base liées à l'articulation entre science ouverte et droit d'auteur. Les questions liées aux usages des licences libres (notamment CC BY) et aux implications juridiques de l'IA ont constitué les deux sujets principaux d'analyse pendant l'année 2024. Le groupe a notamment créé un logo pour permettre aux auteurs d'apposer une double licence "licence ouverte (Etalab) / CC BY" sur les publications ou les jeux de données, et répondre ainsi aux exigences légales.

<https://gtso.couperin.org/gtjuridique/double-licence-cc-by-licence-ouverte-etalab/>

SOUS-GROUPE INTEROPÉRABILITÉ ET RÉSEAUX

Cette année, les travaux du sous-groupe se sont concrétisés autour de 3 livrables, témoignant de la dynamique collaborative à l'œuvre :

- Tout d'abord un poster intitulé « Améliorer le rayonnement de ses articles grâce aux métadonnées ouvertes », conçu pour sensibiliser la communauté de recherche à l'importance des métadonnées dans la diffusion et la visibilité des publications scientifiques. Ce support visuel, accessible en ligne, synthétise de manière claire et pédagogique les bonnes pratiques à adopter pour optimiser l'indexation et la découvrabilité des articles, contribuant ainsi à accroître leur impact à l'international.

https://gtso.couperin.org/wp-content/uploads/2023/04/GTSO_IR_Poster_A2_Metadonnees_Ouvertes.pdf

- Par ailleurs, le sous-groupe a organisé un webinar dédié à Matilda, un outil bibliographique et bibliométrique innovant, qui a permis aux participants de découvrir les fonctionnalités de la plateforme, d'échanger autour de cas d'usage concrets et de mieux comprendre les enjeux liés à l'analyse et à la valorisation des productions scientifiques.



- Enfin, un tutoriel complet sur OpenAIRE Provider a été élaboré, afin d'accompagner les établissements et les chercheurs dans la prise en main de cet outil pour le dépôt, la gestion et la diffusion des données et publications en accès ouvert. Celui-ci détaille pas à pas les principales fonctionnalités de l'outil, et offre des conseils pour optimiser l'intégration des ressources dans l'écosystème OpenAIRE.

<https://gtso.couperin.org/wp-content/uploads/2023/04/provide3.pdf>

SOUS-GROUPE DONNÉES

En 2024, le GTSO Données de Couperin a poursuivi et amplifié ses missions d'accompagnement des établissements pour le déploiement de services sur les données de la recherche, par le biais de plusieurs réalisations :

- Une lettre de veille mensuelle, diffusée à 521 abonnés, a permis de maintenir un lien régulier avec les acteurs du domaine et de partager actualités, ressources et bonnes pratiques.

<https://gtso.couperin.org/gtdonnees/veille-sur-les-donnees-de-la-recherche/>

- Trois webinaires thématiques ont été organisés, chacun rassemblant en moyenne une centaine de participants, autour de sujets tels que la réutilisation des données, les plans de gestion de données d'entité, et la datavisualisation, témoignant d'un fort intérêt de la communauté pour l'acquisition de compétences opérationnelles et stratégiques dans ces domaines.

<https://gtso.couperin.org/gtdonnees/webinaires/>

- Une étude approfondie sur la stratégie à adopter face aux entrepôts de données commerciaux a rencontré un vif succès, dépassant les 1 000 téléchargements, signe de l'importance de cette problématique pour les établissements et les chercheurs confrontés à la multiplication des solutions propriétaires et à la nécessité de maîtriser la souveraineté de leurs données.

<https://doi.org/10.5281/zenodo.14362184>

- Quatre interviews de centres de référence thématiques de Recherche Data Gouv ont été publiées, donnant la parole à des experts et valorisant les retours d'expérience de terrain.

<https://gtso.couperin.org/gtdonnees/6-retours-dexperience/>

- Une fiche pratique dédiée à l'accompagnement à la fouille de textes (Text and data mining – TDM) a également été réalisée, offrant des repères concrets pour faciliter l'exploitation automatisée des textes et des données dans le respect du cadre légal et éthique.

<https://gtso.couperin.org/gtdata/fiches-pratiques/#tdm>

- Le répertoire SOS-PGD, qui recense aujourd'hui 122 services opérationnels de soutien à la rédaction des plans de gestion des données, a été régulièrement mis à jour, garantissant ainsi la fiabilité de cette ressource essentielle pour l'identification des interlocuteurs et la mutualisation des compétences au sein des établissements.

<https://gtso.couperin.org/gtdonnees/sos-pgd/>

SOUS-GROUPE NEOGA

Le principal aboutissement du groupe en 2024 a été la finalisation d'une fiche synthétique dédiée aux accords globaux de lecture et de publication, spécifiquement conçue pour répondre aux besoins des négociateurs. Ce document s'appuie sur l'analyse approfondie menée à travers le tableau de description des négociations comportant un volet open access, lequel recense et détaille l'ensemble des dimensions à prendre en compte dans ce type d'accords, depuis les aspects financiers jusqu'aux modalités de suivi et d'évaluation, en passant par les implications juridiques et les critères d'éligibilité des publications. Cette fiche vise à offrir un outil de référence clair, opérationnel et directement exploitable pour faciliter la prise de décision et renforcer l'efficacité des négociations.



Développer la science ouverte

SOUTIEN AUX INITIATIVES EN FAVEUR DE LA SCIENCE OUVERTE

En 2024, une procédure simplifiée d'adhésion *via* la plateforme Consortia Manager a été mise en œuvre pour centraliser et faciliter le soutien des établissements à quatorze initiatives promouvant la science ouverte lors d'une campagne annuelle de financement.

Cette campagne de soutien a permis de mobiliser un montant total de 271 000 €, collecté auprès de 64 établissements. Une enquête annuelle, organisée en fin d'année, permet de recueillir les souhaits des membres concernant l'ajout éventuel de nouvelles infrastructures à soutenir l'année suivante. Pour l'année 2025, dix infrastructures supplémentaires seront proposées au financement. Dans une perspective de diffusion internationale de ce modèle de financement collaboratif, Couperin souhaite promouvoir ce dispositif auprès de l'association internationale des consortia de bibliothèque (ICOLC). À cet effet, une déclaration d'engagement en faveur des initiatives de science ouverte sera proposée en 2025 à la signature des consortiums intéressés dans le cadre du congrès annuel de l'ICOLC.

ORCID

Le consortium ORCID France comptait 56 membres en 2024. Le franchissement du seuil de 60 membres entraînant potentiellement une réduction du coût d'adhésion pour l'ensemble des participants, une campagne de promotion a été conduite en partenariat avec l'Abes, ciblant les établissements non-adhérents au sein desquels un grand nombre de chercheurs disposent déjà d'un compte ORCID. Cette campagne n'a pas encore donné lieu à de nouvelles adhésions ; elle sera reconduite en 2025.

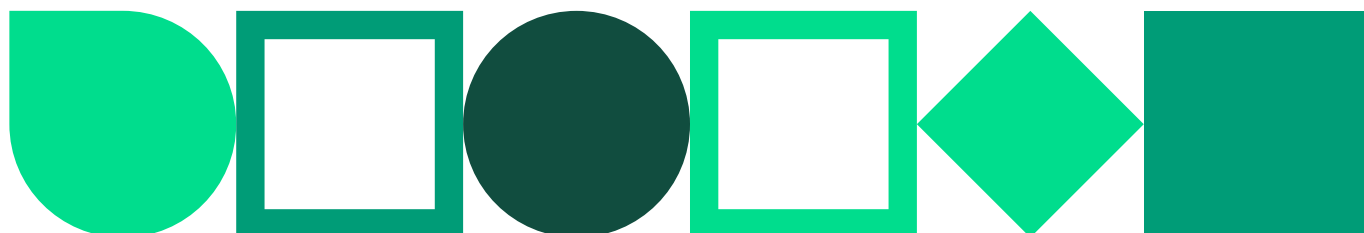
À ce jour, une dizaine d'établissements ont intégré ORCID à leur système d'information, et 21 utilisent l'outil Affiliation Manager, qui permet l'ajout rapide et simplifié d'affiliations institutionnelles. Par ailleurs, le référentiel ROR constitue désormais le standard de référence pour la structuration des affiliations au sein d'ORCID. Ce dispositif occupe une place stratégique dans la politique nationale en matière d'identifiants pérennes (PIDs) ainsi que dans le plan d'action pour la circulation des données de la recherche.

MANUEL NUMÉRIQUE D'INITIATION AUX ÉTUDES JURIDIQUES

Avec le soutien de Couperin, un partenariat réunissant la bibliothèque interuniversitaire Cujas, l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne, les éditions Nouveau Monde et Numérique Premium a été établi en vue de la création d'un manuel numérique interactif d'initiation aux études juridiques. Le financement de ce manuel, conçu nativement pour une diffusion en accès ouvert, s'appuie majoritairement sur les contributions des établissements membres de Couperin : à ce jour, 37 établissements ont apporté leur soutien à cette initiative. Prenant la suite du e-manuel « Introduction aux études historiques » paru en 2019, cet opus sera publié à l'automne 2025.

OPENAIRE

Le projet OpenAIRE, constitué en association, assure son financement par la réponse aux appels à projets de la Commission européenne, complétés par des cotisations de ses membres – dont celle de Couperin – et par la facturation de certains services. Dans le cadre de son rôle de National Open Access Desk (NOAD) pour la France, le consortium a assuré une présentation d'OpenAIRE à l'alliance EDUC Libraries.



Groupe de travail indicateurs

ACTIVITÉS

Le groupe s'est réuni 5 fois sur un rythme régulier en 2024, et 2 fois sur le premier semestre 2025 ; il est maintenant constitué de 23 personnes membres des établissements de l'ESR.

L'implication du groupe dans des projets nationaux et internationaux (COUNTER, ReadMetrics, ESGBU, etc.) se poursuit au même rythme que celui des années précédentes.

PRÉPARATION DU PRINTEMPS COUPERIN

Une partie importante de l'activité du groupe GTI en 2024/2025 a été consacrée à la préparation d'une journée dédiée aux indicateurs d'usages dans le cadre du Printemps Couperin, les journées d'étude lancées par le consortium en 2025. Le groupe s'est tout particulièrement investi dans la constitution du programme, le choix des thématiques et des intervenants, et dans l'animation de la journée.

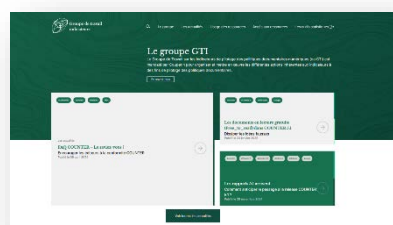
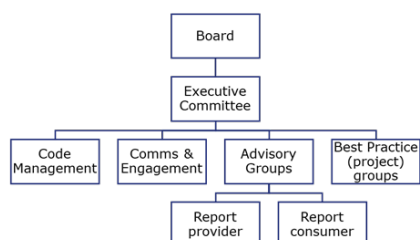
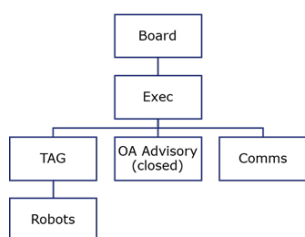
https://printempscoup.sciencesconf.org/data/pages/Printemps_2025_Programme_20250314.pdf

IMPLICATION DANS LE PROJET COUNTER

L'implication de membres du groupe dans le comité exécutif et dans le groupe consultatif technique (« Technical advisory group ») a permis de faire avancer le standard Counter 5 et la nouvelle **version 5.1 qui est la version conforme depuis le 01 janvier 2025**.

Le projet COUNTER, né en 2002, a pour objet de proposer aux éditeurs de produits documentaires en ligne ainsi qu'à leurs clients, un cadre commun pour le décompte de l'usage des contenus proposés, sous la forme d'un « Guide de bonnes pratiques ». Ce guide et les rapports constituent aujourd'hui un standard *de facto* de la mesure de l'usage des ressources documentaires académiques et de recherche. La construction d'indicateurs et d'outils faisant appel à ce type de données, doit très pragmatiquement reposer sur cet existant permettant l'agrégation et la comparaison de données homogènes.

Le GTI, par son implication dans les instances de COUNTER, a participé à la mise en place de la nouvelle organisation du *Technical Advisory Group*, qui sera constitué d'un groupe responsable de l'implémentation du Code du standard Counter et d'un groupe de conseil (*advisory group*) scindé en deux sous-groupes, les fournisseurs de contenu (éditeurs) et les utilisateurs (professionnels des bibliothèques).



SITE WEB COUPERIN ET SITE SATELLITE GTI

Le site web permet au GTI d'animer la communauté des professionnels de l'IST impliquée dans la mise en place des indicateurs d'usages dans les établissements. Le GTI traduit régulièrement la newsletter de Counter pour que l'information sur ce standard structurant pour l'activité autour des usages soit plus accessible à la communauté française.

Page d'accueil du site satellite GTI <https://gti.couperin.org/>

ACTIVITÉS ET PERSPECTIVES 2025-2026

Voici quelques-uns des dossiers qui vont occuper le GTI et l'ezTeam les prochains mois :

- Poursuivre la réflexion autour d'outils pour constituer une plateforme statistique : les dernières évolutions d'ezMESURE (et désormais l'environnement **ReadMetrics**) avec la mise en place en production du module ezCOUNTER, l'adoption et l'utilisation désormais routinière de l'outil de gestion

consortiale **ConsortiaManager**, détaillées par ailleurs, donnent de nouvelles perspectives sur le lieu optimal de rassemblement, de croisement et de présentation des différentes données consortiales (lancement d'un chantier **API**, pour verser des données d'usage d'ezMesure vers ConsortiaManager).

- Utiliser ezCOUNTER pour faire valoir la nécessité de la mise en conformité COUNTER 5.1 des éditeurs qui ne le sont pas encore (le fait de ne pas apparaître dans les tableaux de bord "éditeur" sur ezMESURE devient un frein compétitif pour les ressources non encore conformes).
- Utiliser ezCOUNTER comme possibilité d'archiver les données d'usage moissonnées pour assurer une vue rétrospective de plus en plus complète des usages et de leur évolution, ressource par ressource.
- Repenser la documentation de l'écosystème ReadMetrics, en fonction des profils visés (présence d'un stagiaire Enssib à partir d'avril 2024).
- Refondre la palette de formations par un module complet sur EzCounter/ COUNTER 5.1 et proposer aux collègues des établissements des formations sur l'évaluation des ressources numériques, notamment par la formation des nouveaux conservateurs à l'Enssib mais également via les réseaux des Centres Régionaux de Formation aux Carrières des Bibliothèques (CRFCB), des Unités Régionales de Formation à l'Information Scientifique et Technique (URFIST).
- Mettre en place des recommandations et bonnes pratiques pour évaluer les usages des abonnements dans les établissements et participer au pilotage des politiques documentaires numériques.
- S'impliquer dans les normes avec l'AFNOR.
- Accompagner les éditeurs français à la mise en place de Counter 5.1.

ReadMetrics : la boîte à outils des données d'usage de vos ressources électroniques

Depuis février 2024, Couperin et l'Inist ont entamé un nouveau cycle qui a permis d'embarquer, sous la bannière unifiée **ReadMetrics**, tous les modules de l'écosystème ez* : ezParse, AnalogIST, ezCounter, ezMesure, ezReeport, ezUnpaywall etc.

C'est un ensemble cohérent qui est proposé, articulé autour des données d'usage et de leurs enrichissements, quelle qu'en soit la source : *ezPAARSE* ou *COUNTER*.

Ce nouvel ensemble est présenté sur <https://www.readmetrics.org/>, qui devient le site principal sur lequel sont centralisées toutes les informations et documentations disponibles.

=> Lien vers le flyer ReadMetrics : <https://blog.readmetrics.org/wp-content/uploads/2022/07/2024-flyer-Readmetrics-FR.pdf>

ReadMETRICS
LA BOÎTE À OUTILS DES
DONNÉES D'USAGE
DE VOS RESSOURCES
ÉLECTRONIQUES

Readmetrics est une suite logicielle open source conçue pour déclarer, collecter, enrichir et visualiser dans des tableaux dynamiques les données d'usages de vos ressources électroniques.

Pour une gestion des données d'usage simplifiée !

- ezCOUNTER récupère et agrège les rapports d'usage COUNTER5.
- ezPAARSE nettoie, enrichit et produit des données d'usage fiables.
- ezMESURE collecte les données d'usage pour la visualisation et l'analyse.

LES MODULES COMPLÉMENTAIRES

- ezREeport
- ezUNPAYWALL
- BiblioMAP

INFOS ET CONTACT

- www.readmetrics.org
- ezteam@couperin.org

Nous sommes présents sur la scène publique

Logos : CNRS, Inist, couperin.org

UN NOUVEL EZPAARSE, ALLÉGÉ ET TOILETTÉ : LA VERSION 3.10

Livrée en septembre 2024, la v3.10 d'ezPAARSE peut être construite et lancée sans interface graphique, ce qui la rend plus légère et directement automatisable par les DSI d'établissement. La plupart des dépendances logicielles ont été mises à jour, ce qui sécurise ezPAARSE et le rend compatible avec un plus grand nombre de systèmes.

<https://blog.readmetrics.org/2024/09/ezparse-nouvelle-cuvee-une-separation-un-allegement-et-un-toilettage/>

LE MOISSONNAGE EZCOUNTER

Les rapports COUNTER 5 (et bientôt 5.1) sont une source importante (et désormais majoritaire) de données d'usage dans ezMESURE pour les établissements. Cette source fournit le tableau de bord générique eSGBU pour le volet numérique de l'enquête nationale. Le calendrier de moissonnage est adapté à celui de l'enquête pour économiser aux établissements le temps de récupération manuelle sur les sites de chaque éditeur.

Le module ezCOUNTER permet de compenser les variations (et parfois les lacunes) des différentes configurations chez les éditeurs et fournisseurs, de tester en temps réel les identifiants fournis par les établissements, de reprendre des moissonnages quand ils ont échoués ou été mis en attente, de procéder par lots (d'établissements, de points d'accès). Tout cela facilite grandement les interactions entre l'ezTeam, les utilisateurs du service ezMesure, et les éditeurs auprès desquels sont moissonnés les rapports COUNTER.

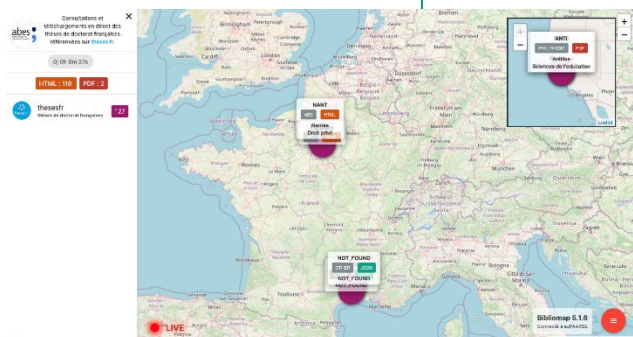
LA REFONTE EZREEPORT

L'appropriation de Kibana, l'outil de tableaux de bord d'ezMESURE, nécessite un apprentissage que tous les collègues n'ont pas le temps de suivre. Pour tirer tout de même parti des données d'usages collectées, il est possible de mettre en place le module de reporting ezREEPORT, et d'envoyer ainsi des « captures » régulières des tableaux de bord principaux au format PDF. Ce module a été re-créé à iso-fonctionnalités avec l'ancien plugin Kibana de reporting. Il en est désormais indépendant et peut être maintenu sans dépendance avec la version de Kibana en place.

BILAN CHIFFRÉ 2024

- Moissons des rapports COUNTER 5 de 120 établissements membres du consortium
- Des rendez-vous en ligne avec partage d'écran sont proposés tout au long de l'année par les membres de l'équipe <https://blog.readmetrics.org/category/rendez-vous/>
- 26 supports mutualisés
- 21 webinaires dédiés à des fonctionnalités précises
- 7 webinaires hebdomadaires dédiés à l'eSGBU de mars à mai 2024, pour accompagner moissons et saisies des valeurs
- 6 revues de sprint pour présenter l'avancée des chantiers pour des nouvelles fonctionnalités, de la maintenance du service, des partenariats, etc.

LE CHANTIER EZSTATS POUR THESES.FR



Chantier mené en collaboration avec l'INIST-CNRS et l'Abes à partir de mai 2024, qui a abouti à une cartographie en temps réel des consultations et téléchargements des thèses de doctorat françaises, accessible à l'adresse : <https://bibliomap.theses.fr/>

Le bibliomap theses.fr

AU PROGRAMME POUR 2025

- **Le passage à Counter 5.1**

Nouvelle version de la norme COUNTER, entrée en vigueur en février 2025. Il faut adapter la chaîne de moissonnage et de traitement des données puis accompagner les utilisatrices et utilisateurs aux subtilités de cette nouvelle version.

- **Les espaces filtrés**

Donner la possibilité aux établissements d'accéder à des vues filtrées (pour des périmètres propres) dans des espaces ezMesure communs, par exemple : usages ISTEEX, Theses.fr, bibCNRS, etc.

- **La gestion des bouquets**

Utilisation des bouquets exposés sur la base de connaissances nationale Bacon pour générer des filtres pré-chargés (qui permettent de ne pas être limité à des listes de 1000 titres, comme actuellement)

